

Rapport de la tournée de Retorno & Vida

Tournée de solidarité avec la Colombie : pour le renforcement de la démocratie

15 au 29 novembre 2024

Montréal - Québec - Ottawa - Toronto



Alliance de la Fonction publique du Canada
Public Service Alliance of Canada



Table des matières

Préambule la demande initiale dans le contexte du suivi à la mission 2021	3
Caractéristiques du pays : État des lieux depuis la mission de 2021	3
Mission de l'organisation et besoins exprimés pour la tournée.....	4
Présentation des organismes de soutien.....	4
Les principales recommandations du rapport 2021	6
Les objectifs de la tournée en relation avec les recommandations de la mission de 2021	8
Le projet de programme et la réalisation des rencontres.....	8
Les membres de la délégation colombienne	9
Les difficultés rencontrées pour la tournée	10
Évaluation et suivis à faire	11
<u>ANNEXE I – EXTRAIT DE DEMANDE INITIALE</u>	<u>13</u>
ANNEXE II - Horaire de la tournée et des activités	16
ANNEXE III – GROUPES ET PERSONNES RENCONTRÉES.....	19
<u>ANNEXE IV : Lien photos et rapport financier sommaire</u>	<u>21</u>



Préambule la demande initiale dans le contexte du suivi à la mission 2021

Caractéristiques du pays : État des lieux depuis la mission 2021

Cette tournée s'inscrit dans la suite des liens de solidarité tissés lors de la mission *La mission de vérification des droits humains Québec-Canada-Colombie*, intitulée « Vivants ils ont été pris, vivants nous les voulons, » à l'invitation de la société civile colombienne, qui a lieu du 25 novembre au 7 décembre 2021. Faisant suite à une vague de mobilisation de plusieurs organismes sociaux, syndicaux et de défense des droits humains mobilisés en solidarité avec le peuple colombien face à une crise sociale sans précédent en raison de la recrudescence de la violence étatique contre la population civile dans le contexte de la pandémie. Le 28 avril, la grève nationale a éclaté en réaction aux mauvaises conditions de vie et à la réforme fiscale proposée par le président Ivan Duque. Régime remplacé depuis par un nouveau gouvernement qui tente de relancer les réformes démocratiques attendues par la population colombienne; en particulier dans certaines régions problématiques où sont installées des multinationales dont des entreprises minières souvent en provenance du Canada.

Lors de notre mission en 2021, on dénombrait dans le pays plus de 800 assassinats politiques de « leaders sociaux » entre la signature de l'accord de paix et avril 2020, notamment des personnes qui luttent pour les droits de leurs communautés à récupérer leurs terres, tentent de préserver l'environnement menacés¹ par des projets miniers, s'opposent aux autorités locales ou gênent les groupes armés dans leurs activités. La plupart des leaders sociaux dénoncent l'inaction de l'armée lors des violences contre les populations.

En août 2022, Gustavo Petro devient président de la République et met de l'avant quelques réformes, mais la situation dans certaines zones comme *Providencia* dans la région d'Antioquia, demeure problématique là où opèrent des multinationales comme la canadienne B2Gold.

Par exemple, la communauté de *Providencia* avec ses 21 519 habitants, qui inclut la commune de San Roque, est la cible de violation des droits. Elle est représentée par l'Association des mineurs du district de *Providencia*, ASOMICOPRO. Cette association participant à la visite s'occupe de la défense des droits territoriaux et de la petite exploitation des mineurs, ainsi que l'organisation des mineurs artisanaux.

Cette association est représentée dans la tournée par la voix de son président, Gildardo Antonio Gomez Maya a dénoncé la non-application des conditions et des accords conclus lors des négociations, d'abord avec Anglo Gold Ashanti, puis avec B2Gold. Les mineurs artisanaux ont été persécutés avec la complicité des autorités; leurs outils de travail ont été brûlés, eux-mêmes déplacés et privés de leurs sources de revenus traditionnelles.

¹ Rappelons que la Colombie est l'un des pays le plus méga-diversité par kilomètre carré, c'est-à-dire reconnu pour l'abondance de la vie sous ses formes les plus variées selon Luis Fernando Potes, «Megadiversidad», sur prodiversitas.bioetica.org - <https://bioeticahotels.org/bioetica/>

Ces trésors de biodiversité abritent des espèces qui n'existent que dans des niches géographiques uniques comme en Colombie. Elles sont responsables du maintien de l'équilibre écologique et offrent des opportunités sans précédent pour la recherche scientifique et le développement durable comme l'a reconnu la COP16 en 2024.

Plusieurs familles sont touchées, y compris plusieurs femmes, les chatarreras, qui sont soutien de famille qui vivent d'exploitation artisanale de cette ressource.

Aujourd'hui, un accord multilatéral ayant signé sur la biodiversité en Colombie prévoit l'inclusion sur les données génétiques de la nature et sur la reconnaissance des personnes d'origine autochtones comme gardiens clés des efforts de conservation dans le dialogue social. À cet égard, des dispositions stipulent spécifiquement que chaque pays signataire doit respecter, préserver et maintenir les connaissances, les innovations et les pratiques des communautés autochtones et locales incarnant des modes de vie traditionnels pertinents pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.² ASOMICOPRO souhaite être reconnue pour la défense des droits des communautés locales.

Il appert cependant que les représentantes et représentants de ces groupes sont plutôt réprimés ou ignorés dans leurs revendications. Certains ont disparu ou ont été assassinés, et l'environnement contaminé, y compris les sources d'eau, la faune et la flore. Le président de l'association s'inquiète pour l'avenir.

Mission de l'organisation et besoins exprimés pour la tournée

Retorno y Vida a mis en lumière ces comportements violant les droits fondamentaux de ces communautés de la part des autorités gouvernementales, étatiques ou étrangères et souhaite nous conscientiser face à ces problèmes. La dégradation de l'environnement, la persécution, les menaces, le harcèlement et l'abus excessif de la force militaire nous ont poussés à défendre et protéger les leaders de ces zones, en les appelant également à la mobilisation sociale et populaire à l'international. Des forces de sécurité privées opèrent aussi dans ses régions pour déplacer ou décourager des populations locales à demeurer sur des territoires qu'ils occupent pourtant depuis de nombreuses années. Cela doit cesser!

Présentation des organismes de soutien

En 2024, *Retorno y Vida* fait appel aux organisations et groupes ayant participé à la mission d'observation des droits en 2021 pour organiser une tournée canadienne et québécoise. Le CAPMO, le CISO et de la FSAM sont contactés³. Les personnes déléguées par ces organisations ont observé ces violations des droits dans ces régions, comme *le souligne le communiqué de presse du 7 décembre 2021 à Bogota selon cet extrait* :

« La mission de vérification des droits humains Québec-Canada-Colombie a été présente en Colombie du 25 novembre au 7 décembre 2021, à l'invitation de la société civile colombienne. L'objectif de la mission était de recueillir des témoignages et de vérifier les allégations de violations graves des droits humains rapportées dans la foulée de la grève nationale qui a secoué le pays de la fin avril au début septembre 2021. La mission s'est également penchée sur des allégations de violation de droits dans le contexte des échanges commerciaux et d'investissements canadiens en Colombie. Ces derniers contiennent des engagements internationaux et nationaux en matière de protection des droits humains, incluant des questions environnementales importantes.

² Source : ONU <https://news.un.org/en/story/2024/11/1156456>

³ Pour référence : Fondation Salvador Allende de Montréal (FSAM), Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO)

Une fois de retour au Québec, la mission s'engage à rédiger un rapport qui, d'une part, détaillera les observations de terrain de la mission, et présentera, d'autre part, l'ensemble de ses conclusions et recommandations. La mission s'engage également à rendre public son rapport au sein des instances canadiennes ou internationales concernées.

La mission canadienne québécoise a entendu des témoignages troublants au cours des rencontres qu'elle a tenues avec de nombreuses organisations et associations au sein des départements suivants: Cundinamarca, Antioquia, Valle del Cauca, Cauca et Huila. Des collectifs citoyens, des institutions scolaires, des associations sociales, des victimes directes et des personnes proches de celles-ci ont soumis des cas à la mission. Ces cas mettaient en lumière l'importance et l'étendue des séquelles causées par la répression exercée pendant et après la grève nationale sur l'ensemble du territoire colombien.

La participation citoyenne à cette mission a dépassé nos attentes, tant en ce qui concerne le nombre de participants que la diversité des témoignages qui nous permettront d'analyser de plus près la situation et donner suite au processus des organisations du Canada et de la Colombie au cours des prochains mois. Déjà, nous notons quelques graves atteintes aux droits fondamentaux dans certaines régions de la Colombie. Lors de nos visites et audiences, nous avons pu constater un modèle d'intervention systématique répressif et très inquiétant pour l'avenir.

Nous avons noté, en particulier, un profilage systématique des leaders sociaux et syndicaux, avec de lourdes conséquences pour les victimes, leurs familles et les communautés. Plusieurs des personnes qui critiquent les politiques et les actions de l'État se font stigmatiser, harceler, déplacer, enlever, criminaliser et même tuer.

Même des personnes n'ayant pas participé aux différentes manifestations sociales sont touchées, les jeunes en particulier et plusieurs victimes de la diversité sexuelle et de genre. De plus, des leaders et des membres de communautés autochtones ont souligné avoir été attaqués par des civils armés durant la grève, parfois même appuyés par la police. Ces acteurs ont rapporté avoir été témoins de violence similaire perpétrée à l'encontre des communautés afro-colombiennes dans le contexte de la défense de leur territoire.

La majorité des personnes consultées ont mentionné avoir participé à des tables de consultation avec différents paliers et institutions du gouvernement, le tout sans succès. Ces consultations n'aboutissent pas ou, pire, ces tables de consultation sont des façons d'identifier des leaders sociaux pour ensuite s'en prendre à eux. Nous avons noté des cas de criminalisation mensongère de ces leaders. De plus, nous avons constaté un discours qui cherche à banaliser les violences mentionnées ci-dessus. Nous avons visité plusieurs communautés directement affectées par les nombreuses activités de compagnies minières et hydroélectriques enregistrées au Canada et soutenues, dans plusieurs cas, par les investissements canadiens. Déplacements forcés, atteintes à la santé, à la mobilité, fracture du tissu social, militarisation du territoire, criminalisation et assassinats de défenseurs et défenseuse socio-environnementaux font partie des impacts rapportés à la Commission.

Les disparitions forcées sont évidemment importantes. Elles sont pourtant peu touchées par les rapports officiels en Colombie jusqu'à maintenant. Nous avons constaté qu'il existe une sous-estimation de cas de disparitions, particulièrement lors de la grève générale. Plusieurs organismes établissent le nombre de 300 disparitions, voire plus, plutôt que la centaine reconnue par l'État.

Tout ce que nous avons entendu et observé nous préoccupe profondément quant à la situation générale des droits humains en Colombie, situation qui continue de se détériorer. Nous formulons donc des recommandations urgentes dans le cadre de notre rapport à venir.

Nous en profitons pour remercier l'ensemble des associations et organisations que nous avons rencontrées ainsi que les membres de Retorno y Vida qui nous ont accompagnés dans cette mission.⁴ »

Les principales recommandations du rapport en 2021

*« Face aux violations graves, systématiques et documentées des droits fondamentaux observés par notre mission dans le cadre de nos rencontres dans toutes les régions visitées, atteintes qui aggravent la situation humanitaire déjà fragile de la population et notamment des défenseurs des droits sociaux, du travail et de l'environnement, il convient de joindre notre voix afin d'**alerter l'opinion publique canadienne et la communauté internationale** pour engager la Colombie sur la voie d'une véritable démocratie en faveur d'une plus grande justice sociale et l'instauration d'un État de droit.*

*Au terme de la mission, nous retenons trois axes aux principales recommandations : d'une part, celles relatives aux **violations des droits humains observées visant d'une part, à faire cesser les violences envers la population, et assurer, d'autre part, la protection, la non-discrimination et la réparation des préjudices subies pour les victimes.** Ces garanties impliquent l'amélioration de l'administration de la justice, l'imputabilité des protagonistes de la violence et le droit à **la réparation pour les victimes, les familles et les groupes touchés.***

*D'autre part, **celles concernant le commerce et la coopération Canada-Colombie en regard des grands projets de développement et de ses impacts sur la situation et les populations locales en Colombie** et enfin, celles relatives aux demandes de protection des personnes en danger, quelle que soit leur région, en regard du programme canadien des réfugiés et de la définition des pays sûrs. ».* Il convient de rappeler enfin que lors de la négociation des accords de libre-échange entre le Canada et la Colombie, l'idée de mettre en place un observatoire des droits humains avait été proposée par le mouvement syndical et les groupes communautaires. Ce qui ne fut pas retenu. Un plan d'action a été adopté pour assurer la réalisation des droits en matière de travail.⁵ Rappelons les obligations du Canada concernant les droits fondamentaux (droit à la vie et à la sécurité, notamment) et le droit au travail décent c'est-à-dire les droits à la protection sociale, à l'égalité, à l'application des normes internationales du travail et au droit d'association et de négociation collective afin de réaliser un véritable dialogue social et la démocratie. Il s'agit d'ailleurs d'éléments du plan d'action du Canada vis-à-vis des relations commerciales avec la Colombie.

⁴ Extrait tiré du communiqué *Le 7 décembre 2021*, Comité de solidarité Québec Canada-Colombie - <https://capmo.org/activites/mission-de-verification-des-droits-humains-quebec-canada-colombie/>

⁵ Voir Plan d'action en vertu de l'accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la Colombie - 2018-2021 disponible à <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/relations-travail/internationale/accords/plan-action-colombie.html>

L'Accord de coopération dans le domaine du travail (ACT) entre le Canada et la Colombie, l'accord parallèle sur le travail à l'accord de libre-échange entre les deux pays, comprend des obligations exhaustives et des engagements exécutoires visant à promouvoir et à protéger les droits du travail reconnus à l'échelle internationale.

En réponse à une communication publique soumise au Bureau administratif national du Canada en 2016, tel que le prévoit l'ACT, le Canada et la Colombie ont élaboré et signé un plan d'action. Dans ce dernier, la Colombie s'est engagée à prendre et à mettre en œuvre des mesures spécifiques pour renforcer les droits du travail dans le pays. À l'époque, le Canada avait souligné la nécessité d'une analyse approfondie pour mener à bien des réformes du droit du travail, notamment pour protéger les droits des travailleuses et travailleurs en matière de liberté d'association et de négociation collective.

Selon Emploi et Développement social Canada (EDSC), *depuis la signature du plan d'action en 2018, la Colombie a pris des mesures concrètes pour le mettre en œuvre efficacement.* En revanche, on reconnaît qu'il reste encore beaucoup de travail à faire en 2024. Le Canada dit soutenir les efforts déployés par la Colombie pour respecter ses engagements internationaux, y compris le plan d'action dans le cadre de l'ACT entre le Canada et la Colombie. Le Canada est également déterminé à poursuivre sa coopération avec la Colombie pour protéger l'exercice effectif des droits des travailleuses et des travailleurs.⁶ Ce n'est pas ce que les groupes sociaux nous rapportent depuis.

En effet, les organisations de la société civile ne sont pas d'accord avec les rapports des deux pays produits dans le cadre de ces accords. Le Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC) effectue, depuis de nombreuses années un suivi de ces rapports par un travail de solidarité internationale avec des communautés et organisations colombiennes. Les organisations de la société civile (OSC) soupçonnent le gouvernement fédéral de n'avoir jamais eu l'intention d'analyser sérieusement les répercussions de l'ALE sur les droits de la personne. Les OSC considèrent en outre que le processus de rapport actuel s'est révélé un substitut inutile et vide à ce qu'elles avaient réclamé lors des négociations de l'accord : soit une étude d'impact sur les droits de la personne indépendante, impartiale et complète.⁷ En effet, le Rapport annuel sur les droits de l'homme et le libre-échange du gouvernement canadien ne semble pas respecté par la méthodologie suggérée dans les Principes directeurs applicables aux études de l'impact des accords de commerce et d'investissement sur les droits de l'homme de l'ONU. Conformément à ces principes, de telles études doivent : être menées par un groupe de spécialistes indépendants du pouvoir exécutif qui négocie, ou a négocié, les termes d'un accord commercial ou d'un accord d'investissement ; employer une méthodologie non discriminatoire ; promouvoir la participation ouverte ; être menées en toute transparence ; exiger des parties intéressées qu'elles rendent des comptes.

⁶ Source : - <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/relations-travail/internationale/accords/colombie/mise-a-jour-des-progres.html>

⁷ Voir PASC- <https://pasc.ca/fr/article/le-rapport-du-gouvernement-canadien-fausse-des-le-depart> . Selon le PASC, les rapports du Canada sur les droits de la personne et l'accord de libre-échange avec la Colombie ne sont ni indépendants ni transparents, et n'accordent qu'une place superficielle aux observateurs externes.

Les objectifs de la tournée en relation avec les recommandations de la mission de 2021

À la lumière des attentes exprimées par *Retorno y Vida*, il nous est apparu pertinent d'appuyer cette demande en phase avec les objectifs visés par la délégation auprès des organisations canadiennes et québécoises et aujourd'hui vis-à-vis nos parlementaires, des organisations de défenses des droits, des syndicats et groupes communautaires touchés par ces questions. Il s'agissait donc :

- I. Accroître l'information et la sensibilisation de la société canadienne et québécoise à la situation critique des droits humains en Colombie dans certaines régions.
- II. Maintenir nos liens de solidarité internationale, comme principe fondamental pour la défense, de dénonciation, d'unité et de fraternité pour les droits des populations victimes de violations de leurs droits fondamentaux en regard des engagements de nos pays.
- III. Soutenir en particulier, la lutte des mineurs artisanaux, des victimes du conflit interne en Colombie qui ont été écartés du dialogue social entrepris face au déplacement forcé des familles des zones d'exploration minière affectant leur environnement et leur capacité de subsistance.
- IV. Contribuer à la mise en œuvre effective des accords de La Havane concernant les processus de paix actuels dans le pays qui permettront de garantir une véritable justice sociale.
- V. De façon générale, soutenir les victimes à une mobilisation sociale et populaire permanente, en faveur des changements profonds dont la Colombie a grand besoin.

Le projet de programme et la réalisation des rencontres

Le programme a été élaboré avec la direction de *Retorno y Vida* et les organisations participantes et deux chargées de projet pour les aspects logistiques et pour l'accompagnement à Montréal, Québec, Ottawa, Gatineau et Toronto. Un partage des coûts fut convenu pour la portion canadienne. *Retorno y Vida* finance les frais de voyage vers Montréal et que les frais de déplacement, hébergement et des repas soient couverts par les organisations canadiennes et québécoises. L'échéancier étant très serré et les activités des groupes très intenses en cette période de l'année, la délégation n'a pu rencontrer tous les groupes souhaités.

Toutefois, plusieurs rencontres ont pu s'inscrire dans le cadre d'activités déjà planifiées en lien avec les préoccupations des participantes et participants (6 personnes incluant une personne réfugiée au Québec).

L'équipe a pris contact avec des parlementaires, des organismes de coopération internationale, des syndicats, des universitaires, des institutions spécialisées et des organisations dédiées à l'Amérique latine. Pendant cette période se préparait au CISO un projet de stage en Colombie et des activités en lien avec les JQSI Québec (Journées québécoises de la solidarité internationale) qui ont permis de multiplier les rencontres.⁸ Et

Les partenaires de la mission 2021 ont pu héberger solidairement les membres de la tournée à domicile sauf pour la portion de la visite à Toronto, qui a reçu le soutien de la communauté Quaker pour obtenir un tarif solidaire à la Friends House de l'organisation. La FSAM a assumé les frais de repas de la journée de travail avec ses membres et pour le repas lors de la soirée de départ.

⁸ Voir liste des groupes et personnes rencontrées – Annexe III

Les fonds solidaires des syndicats (Métallos, Unifor, Conseil central CSN de Montréal, le CRFTQ et le Fonds de justice sociale de l'AFPC) ont contribué financièrement au soutien de la tournée. Le CAPMO a fait une collecte solidaire pour couvrir les frais ad hoc lors de son activité à Québec avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).⁹ Ces contacts ont été fait par les deux chargées de projet Giuliana Fumagalli du STTP et Denise Gagnon, membre individuel du CISO.

Les membres de la délégation colombienne

1. John Eduard Yepes García - avocat - membre fondateur et représentant légal de Retorno y Vida.
2. Mariano José Guerra Diaz - avocat - membre fondateur et directeur de projets de Retorno y Vida.
3. Gildardo Antonio Gomez Maya - mineur artisanal - président ASOMICOPRO (Asociación de mineros artesanales en Antioquia) qui dénonce les agissements de B2Gold, entreprise minière canadienne, projet Gramalote dans la région d'Antioquia.
4. Maria Camila Ruiz Yepes - étudiante à la faculté de droit de l'Université Envigado, responsable des relations publiques de Retorno y Vida et porte-voix des femmes chatarreras de Providencia.
5. Luz Marina Gutierrez Rodriguez - secrétaire du CA de Retorno y Vida depuis la date de fondation en 2006 et responsable de l'accueil des victimes du conflit interne.
6. Isabel Cortes - journaliste, membre de la délégation 2021.

Les groupes rencontrés et évaluations des participantes et des participants

- A) Groupe et lieux des rencontres solidaires (CAPMO, CISO, PASC, CDHAL, Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE), Développement et Paix, Fonds de justice sociale des Métallos, Fondation Salvador Allende de Montréal (FSAM), Forum des citoyens aînés de Montréal (FCAM), Association des Chiliens du Québec, AsoCol Action et solidarité, Association des travailleurs grecs à Montréal.
- B) Communauté colombienne dans les villes visitées tant à Québec, Montréal et Toronto.
- C) Groupe parlementaire (Bloc Québécois, Nouveau parti démocratique, Québec Solidaire)
- D) Sénatrice indépendante Julie Miville-Dechêne à Ottawa
- E) Ambassadeur de la Colombie au Canada à Ottawa
- F) Groupe syndical : personnes représentant des syndicats membres du CISO, Unifor, Métallos, l'Association des travailleurs grecs et Conseil régional FTQ Québec et Chaudière-Appalaches à Québec.
- G) Groupe Universitaire : Université du Québec à Montréal UQAM, Université de Montréal, Université Saint-Paul, Université d'Ottawa, Université du Québec en Outaouais UQO

⁹ Journées Québécoises de la solidarité internationale '*Engage ta voix – Démocratie et participation citoyenne*', novembre 2024, Québec.

- H) Autres groupes institutionnels : Membres du comité parlementaire sur le commerce, Bureau de l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE), Réseau canadien de reddition de compte des entreprises (RCRCE).
- I) Groupe communication (Tribune de la presse Ottawa, Radio communautaire à Québec CKIA FM, Journal des Alternatives, [La minière canadienne B2Gold pointée du doigt par une délégation colombienne de défense des droits - Journal des Alternatives - une plateforme altermondialiste - JdA-PA](#) , L'autre Journal, Bulletin CISO.

Les membres ont pu rencontrer une grande diversité d'acteurs sociaux dans plusieurs secteurs d'activités afin de mieux faire connaître la situation actuelle en Colombie. Elles et ils ont pu énoncer concrètement les difficultés rencontrées depuis 2021 dans leur région en particulier où plusieurs violences sont encore observées aujourd'hui. Dans leur communiqué du 25 novembre 2024 John Eduard Yepes García, représentant légal de Retorno y Vida et Gildardo Antonio Gómez Maya, président l'Association des mineurs artisanaux de la région de Providencia (ASOMICOPRO, ont présenté un rapport détaillé qui dénonce les éléments suivants:

- Le déplacement forcé des communautés locales affectées par le projet.
- De graves impacts sur l'environnement, notamment l'affectation de la réserve forestière protectrice de la rivière Nus et le détournement de cours d'eau essentiels à l'équilibre hydrique et à la subsistance des communautés.
- Des impacts affectant le droit de circulation des enfants et des communautés.
- La persécution pénale et administrative des dirigeants communautaires et des mineurs artisanaux opposés au projet.
- La stigmatisation des actions de protestation sociale et l'utilisation abusive d'instruments juridiques pour faire taire les voix critiques.
- Le projet *Gramalote*, qui est le plus grand projet de mine d'or à ciel ouvert de Colombie, affecte directement la municipalité de San Roque et ses communautés de *Providencia* et *Cristales*, ainsi que d'autres zones rurales.¹⁰

Les difficultés rencontrées pour la tournée

Le déroulement de la tournée a représenté un défi vu le budget limité et les engagements de plusieurs partenaires en Congrès statutaires en cette période de l'année. En outre, il était prévu qu'une délégation de stagiaires du Centre internationale de solidarité ouvrière (CISO) parte la deuxième semaine de novembre pour la Colombie. Ce qui laissait peu de temps pour des rencontres. Les membres de la délégation ont pu rencontrer quelques personnes de cette délégation avant leur départ pour échanger sur les enjeux de l'extractivisme entre autres choses avec le PASC et le CISO.

Plusieurs ont regretté le trop court délai pour planifier et réaliser cette tournée et ont quand même convenu de rester en contact pour la suite des choses.

¹⁰ Communiqué de presse du 25 novembre 2024 – voir annexe.

Le financement est entré tardivement et des frais additionnels ont aussi été nécessaires pour le transport de la délégation qui s'est retrouvée un peu coincée dans le véhicule loué pour l'occasion. Nous avons dû ajouter quelques frais de transport à la marge pour inclure les accompagnatrices.

L'équipe colombienne a partagé quelques défis auxquels ils ont dû affronter - le premier - la langue ou plutôt les langues et bien évidemment la température. Le froid les a bien sûr saisis nos visiteurs !

Évaluation et suivis à faire

Cette tournée a permis de créer de nouveaux liens d'amitié et de consolider ceux existants avec les organisations syndicales et de solidarité internationale. Le 29 novembre 2024, les membres de la tournée et l'équipe d'encadrement se sont rencontrés pour faire l'évaluation finale des activités réalisées. Pour les fins d'évaluation, un tour de table a été organisé pour répondre aux questions suivantes suggérées aux participantes et participants.

- 1) Votre évaluation générale de l'expérience en regard des objectifs fixés et du diagnostic du plan stratégique
- 2) Renforcement des liens de solidarité avec les organisations de la société civile canadienne et colombienne et ne pas négliger les populations autochtones dans les territoires concernés
- 3) Rencontre des instances politiques canadiennes pour faire connaître les problèmes en lien avec ses engagements internationaux
- 4) Liens avec les autres organisations de la société civile colombienne, dont la CUT pour les suivis avec les syndicats

On apprécie l'accueil et la chaleur des échanges avec toutes les personnes rencontrées. Les liens de solidarité ont été visiblement renforcés aussi avec de nouveaux groupes. Par exemple à court terme déjà une entente de partenariat pour l'appui et la recherche pour la session d'hiver à l'UQAM avec l'équipe du **CIDDHU**. La Clinique internationale de défense des droits humains qui est un pilier dans le domaine de l'enseignement clinique relativement à la promotion et à la protection des droits humains, tant au niveau international que national, depuis maintenant plusieurs années.¹¹

¹¹ . Source : <https://ciddhu.uqam.ca/la-ciddhu/>

“L'enseignement clinique permet aux étudiant.e.s de s'impliquer directement dans de réels dossiers de défense des droits humains en collaboration avec plus de 60 organisations partenaires réparties aux quatre coins du globe. À ce jour, plus de 400 étudiant.e.s ont été formé.e.s dans la défense des droits humains grâce à leur passage à la CIDDHU.”

Ce partenariat aidera au renforcement des capacités des militants et militantes en Colombie. D'autres projets pourront être préparés avec l'aide des partenaires canadiens et québécois.

Par exemples :

- On pourrait évaluer avec leur aide la possibilité de déposer une plainte au Bureau de l'OCRE
- Préparer un projet pour une demande de soutien à UNIFOR pour la situation de Gramalote
- Collaborer avec des institutions en vue de créer un Observatoire des DDHH
- Poursuivre nos collaborations avec le PASC et faire des liens avec le CDHAL sur la création d'un observatoire des actions minières canadiennes à l'étranger
- Renforcer les réseaux d'entraide dans le domaine du travail avec le Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT) à la suite de la rencontre avec Mélanie Dufour Poirier de l'Université de Montréal
- Faire des liens avec le CISO et le Groupe d'orientation politique pour les Amériques ([GOPA](#)) pour élargir nos liens dans les Amériques de politique de la société civile canadienne axée sur les questions de développement et de justice sociale dans les Amériques. ¹²
- Faire un suivi avec les groupes et syndicats qui ont proposé des lettres d'appui pour la défense des droits des communautés
- Certains contacts politiques seront aussi à poursuivre et notamment avec l'ambassadeur de la Colombie au Canada et avec les députés canadiens et québécois rencontrés
- Préparer une prochaine tournée de suivi en 2025-2026

Conclusion et remerciements

Cette tournée a été rendue possible grâce à l'appui de l'équipe d'encadrement et des organisations ayant soutenues les activités. Le CAPMO, la FSAM, le CISO et des syndicats membres du CISO ainsi que nos collègues des universités d'Ottawa, de Saint-Paul, de Gatineau UQO et de l'Université de du Québec à Montréal UQAM et de l'Université de Montréal ainsi qu'aux députés du Bloc, du NPD et de Québec solidaire.

Un grand merci en particulier pour le soutien financier des membres syndicaux :

Au Fonds humanitaire des Métallos, au Fonds de Justice sociale d'UNIFOR ainsi qu'au Fonds de justice sociale de l'AFPC, et membres du CISO qui ont soutenu financièrement une bonne partie de la tournée. Merci aussi pour les contributions des conseils régionaux du travail (CSN et FTQ).

Enfin, remercions les deux chargées de projet Denise Gagnon et Giuliana Fumagalli qui ont organisé les rencontres et accueilli solidairement les participantes et participants et contribué à la rédaction de ce compte rendu.

Denise et Giuliana pour le comité de la tournée. DG/GF/

¹² Voir le site : Le GOPA regroupe une quarantaine d'ONG internationales de développement et d'action humanitaire, des groupes de défense des droits de l'homme, des syndicats, des instituts de recherche, des groupes religieux et de solidarité.

ANNEXE I – EXTRAIT DE DEMANDE INITIALE

Tournée de solidarité avec la Colombie : pour le renforcement de la démocratie

Objet: Demande de soutien pour la tournée du 15 au 29 novembre 2024

La Corporación Retorno y Vida, sollicite votre appui solidaire. Nous sommes une organisation non gouvernementale, regroupant des juristes et autres professionnels au service des populations, veille à la défense des droits de l'homme en Colombie, en particulier pour certains secteurs comme les mineurs artisanaux, les victimes des mines antipersonnel, les communautés autochtones et, bien sûr, celles qui souffrent du conflit armé interne colombien.

Pour cela, elle a recours à des mécanismes comme la représentation judiciaire nationale et internationale en mettant en évidence des comportements violant les droits fondamentaux de ces communautés de la part des autorités gouvernementales, étatiques et des entreprises étrangères.

Malgré le changement de régime en 2023, la dégradation de l'environnement, les persécutions, les menaces, le harcèlement et l'abus excessif de la force militaire nous poussent à mieux nous organiser pour défendre et protéger les dirigeants de ces zones, en les appelant également à la mobilisation sociale et populaire en Colombie et à l'international.

Afin de dynamiser nos liens de solidarité, notre délégation a l'intention de parcourir plusieurs villes canadiennes (Montréal, Québec, Ottawa, Toronto) et dialoguer avec des organisations sociales de défense des droits humains tels les associations syndicales, étudiantes et universitaires et les parlementaires canadiens et québécois. Il est important pour nous de décrire la réalité nationale colombienne d'aujourd'hui en visant un accompagnement international dans la lutte du peuple colombien en faveur de la défense des droits humains partout sur le territoire colombien dans un contexte où la démocratie demeure fragile.

La mission de notre organisation est de contribuer à la démocratisation de la société colombienne à la recherche d'équité sociale et à la défense des droits humains pour toutes les victimes de violence. Nous sommes particulièrement reconnus pour notre travail d'accompagnement de soutien des défenseurs des victimes de guerre en Colombie: défenseurs des droits, populations déplacées, travailleuses et travailleurs etc.

Il y a trois ans, un groupe de citoyens canadiens, québécois et colombiens résidant au Canada a créé un organisme appelé « Comité de Solidarité Canada pour la Colombie » avec des organisations sociales et populaires de nos pays. Ce groupe s'est mobilisé pour enquêter sur plusieurs cas de violation des droits et défendre ensemble la démocratie en faisant preuve de solidarité avec les centaines de jeunes victimes de violences étatiques et participer ainsi aux changements à la suite du soulèvement national, mouvement qui vaincra le gouvernement de Iván Duque en 2021.¹³

¹³ Voir rapport de mission en 2021 <https://capmo.org/activites/mission-de-verification-des-droits-humains-quebec-canada-colombie/> - Vivants ils ont été pris, vivants nous les voulons

Le Comité de Solidarité Canada pour la Colombie a décidé d'envoyer une délégation sur le terrain en Colombie. C'est ainsi que la mission canadienne québécoise nommée « Vivos se los llevaron, Vivos los Queremos » (Vivants ils ont été pris, vivants nous les voulons) s'est organisée. Tournée qui a eu lieu du 25 novembre au 7 décembre 2021. La vingtaine de personnes qui ont visité la Colombie ont vécu, mangé et ressenti la dure réalité colombienne.

Ainsi, le mouvement social et populaire colombien a découvert, lors de cette tournée, de première main, des leaders et des dirigeants nationaux et étrangers parcourant des villes, des territoires paysans, des communautés de mineurs artisanaux, d'étudiants, de défenseurs de l'eau et des rivières. Ce groupe a découvert la solidarité internationale à travers les enjeux de la crise sociale du pays et a pu dénoncer la situation réelle vécue. Notre organisation Retorno y Vida a été active dans cette tournée, accompagnant les membres de la mission dans les territoires et faisant partie intégrante du Comité de Solidarité Canada-Colombie.

Cette tournée a laissé des marques: des écrits, des propositions, des dénonciations, une connaissance plus avancée et consciente, des embrassades et des engagements mutuels, notamment celui de continuer à lutter pour la paix et la construction d'une véritable justice sociale en Colombie. De même, la reconnaissance du problème liée à l'extraction de ressources, et comment cela est lié au pouvoir des entreprises, notamment dans certaines régions comme Providencia, Antioquia, avec le projet Gramalote de la B2Gold Corporation, basée à Vancouver. Ce projet minier d'or à ciel ouvert est le plus important en Colombie méritant une attention particulière.

La commune de Providencia, qui comprend 2190 habitants, se trouve dans la municipalité de San Roque. Les habitants de Providencia sont représentés par l'Association des mineurs du district de Providencia, ASOMICOPRO. La mission de ASOMICOPRO est la défense des droits territoriaux et de la petite exploitation des mineurs, ainsi que l'organisation des mineurs artisanaux. Cette association a énoncé la non-application des conditions et des accords conclus lors des négociations, d'abord avec Anglo Gold Ashanti, puis avec B2Gold, où les mineurs artisanaux ont été persécutés avec la complicité de l'État colombien; leurs outils de travail ont été brûlés, eux-mêmes déplacés, assassinés, et l'environnement contaminé, y compris les sources d'eau, la faune et la flore.

Retorno y Vida a mis en perspective les comportements violant les droits fondamentaux de ces communautés de la part des autorités gouvernementales, étatiques et étrangères. Situation qui fut dénoncée publiquement. La dégradation de l'environnement, la persécution, les menaces, le harcèlement et l'abus excessif de la force militaire nous ont poussés à défendre et protéger les leaders de ces zones, en les appelant également à la mobilisation sociale et populaire.

Nous cherchons donc par cette mission à approfondir notre relation avec vous, depuis la Colombie des territoires oubliés, remplis d'espoir, de vie et de joie, qui croit aujourd'hui en une nouvelle option de gouvernance et en un accompagnement solidaire à l'international. Nous sommes intéressés par la dénonciation de ces faits devant les organisations étatiques colombiennes ainsi que devant les instances gouvernementales et étatiques canadiennes, sachant que le Canada est l'un des pays qui apportent le plus de ressources économiques au processus de paix en Colombie, et que ses citoyens ont besoin de savoir précisément où et

comment ces ressources publiques sont investies. Un aspect important de la mission de Retorno y Vida est de promouvoir les droits des peuples autochtones, c'est pourquoi nous demandons à l'État colombien de mettre en place des réparations intégrales et différenciées en raison de leur condition ethnique et humaine, en tant que peuples originaires. Nous demandons le déminage de leurs territoires et la reconnaissance de ceux-ci comme zones de paix et de leurs habitants comme artisans de la paix.

En Colombie, les violations des droits humains persistent, malgré les efforts des dernières années pour répondre favorablement aux droits des victimes du conflit interne à travers des programmes et des actions.

Ces violations concernent aussi l'extrême pauvreté et les problèmes engendrés par les déplacements forcés et l'isolement que subissent les communautés autochtones et paysannes.

Nous comptons sur votre collaboration pour faciliter cette mission en solidarité avec vous. Nous serons sur votre territoire du 15 au 29 novembre. Voici les membres de la délégation que vous pourrez rencontrer.

- 1. John Eduard Yepes García - avocat - membre fondateur et représentant légal de Retorno y Vida.*
- 2. Mariano José Guerra Díaz – avocat - membre fondateur et directeur de projets de Retorno y Vida. Il est aussi membre du CE national de la Fédération des syndicats des travailleuses et travailleurs de la fonction publique de la Colombie - branche judiciaire ASONAL judicial - sindicato de Industria et vice-président pour la région d'Antioquia.*
- 3. Gildardo Antonio Gomez Maya - mineur artisanal ancestral - président ASOMICOPRO (Asociación de mineros artesanales en Antioquia) qui dénonce les agissements de B2Gold, entreprise minière canadienne, projet Gramalote dans la région d'Antioquia.*
- 4. Maria Camila Ruiz Yepes - étudiante à la faculté de droit de l'Université Envigado et responsable des relations publiques de Retorno y Vida et porte-voix des femmes chatarreras de Providencia.*
- 5. Luz Marina Gutierrez Rodriguez - secrétaire du CA de Retorno y Vida depuis la date de fondation en 2006 et responsable de l'accueil des victimes du conflit interne.*

En solidarité,

John Eduard Yepes Garcia

Président

Retorno y Vida

ANNEXE II - Horaire de la tournée et des activités

Du 15 au 29 novembre 2024	Montréal - Québec - Ottawa - Gatineau - Toronto
Vendredi 15 novembre	Arrivée de la délégation à Montréal et accueil aéroport pour installation
Samedi 16 novembre	Départ - Lac Clair rencontre et repas de solidarité avec des membres de divers syndicats et d'associations de la société civile québécoise.
Dimanche 17 novembre	Québec - Activité de solidarité Centre Durocher organisée CAPMO <u>Retorno Y Vida : Conférence-échange avec des juristes colombiens - Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) - AQOCI</u>
	Soupe communautaire au Centre Durocher avec CAPMO
	Rencontre Ronald Cameron et Nina Morin du Journal des Alternatives
Lundi 18 novembre	Rencontre de travail avec CAPMO Rencontre avec Steeve Poulin - Conseil régional FTQ Québec et Chaudière-Appalaches - Présentation des programmes d'entraide régionaux
Mardi 19 novembre	Départ pour Montréal Rencontre Zoom avec membres du CISO Rencontre avec Aidan Gilchrist-Blackwood, coordonnateur Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises <u>RCRCE</u>
Mercredi 20 novembre	Départ pour Ottawa - Colline parlementaire
	Rencontre au Sénat avec la Sénatrice Julie Miville-Dechéne
	Rencontre avec adjointe parlementaire Amélie Gamache et dîner au restaurant des parlementaires
	Chambre des communes - Tribune du public Assister à la période des questions

	Rencontre dans l'antichambre de la Chambre des communes - Député <u>Simon-Pierre Savard-Tremblay</u> - Député <u>Louis-Philippe Sauvé</u> - Député <u>Stéphane Bergeron</u>
	Rencontre Bureau de l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises Souper solidaire offert par David Salvador Hernandez
	Rencontre Député Alexandre Boulerice NPD
	Conférence de presse - Tribune de la presse canadienne <u>Point de presse de militants colombiens à Ottawa – 21 novembre 2024 À la une CPAC.ca</u>
Jeudi 21 novembre PM	Dîner avec Marie-Christine Doran et Pierre-Gilles Bélanger
	Participation au cours Genre et développement UQO
Vendredi 22 novembre	Participation au cours Mouvements sociaux Université Saint-Paul Dîner à l'Université St-Paul Rencontre avec Son Excellence M. Carlos Arturo Morales Lopez Ambassadeur de la Colombie au Canada
	Départ pour Toronto Arrivée à Toronto - Friends' House
Samedi 23 novembre	Rencontre Navjeet Sindhu, directeur Unifor
	Action de solidarité avec STTP piquetage Commissioners Road
	Soirée de solidarité avec communauté colombienne Friends' House
Dimanche 24 novembre	Retour vers Montréal
	Souper chez Giuliana

Lundi 25 novembre	Rencontre député Andrés Fontecilla
	Rencontre Youssef Belgana président section locale 6658 Métallos et stagiaire pour la mission 2024 en Colombie
	UQAM - Résister à l'extractivisme en Colombie
	Souper chez Giuliana
Mardi 26 novembre	Cours UQAM Marie-Dominik Langlois
	Souper chez Marie-Christine Doran + Ricardo Penafiel
Mercredi 27 novembre	Visite touristique de Montréal
	Souper chez Giuliana
Jeudi 28 novembre	Rencontre avec Haydee Oberreuter Umazabal, sous-secrétaire aux droits de l'homme du Chili (SSDDHH) nommée sous le gouvernement de Gabriel Boric.
	Dîner offert par CSAM
	UQAM Rencontre avec Mirja Trilsch et Marjolaine Bougie CIDDHU
	Présentation du film El pez volador, histoire de HaydeeOberreuter Umazabal victime de la junte du Général Pinochet
	Souper de solidarité pour souligner le départ de la délégation offert par le CSAM ET FSAM
Vendredi 29 novembre	Action de solidarité STTP - ligne de piquetage Ahuntsic
Vendredi 29 novembre	Évaluation et rapport de la mission chez Denise Gagnon et dîner de groupe avec 2 invités
	Départ pour aéroport et enregistrement et formalités douanières

ANNEXE III – GROUPES ET PERSONNES RENCONTRÉES

- ✓ CAPMO - Yves Carrier et Mario Gil
- ✓ CÉSIQ - Chantale Coulombe, Carrefour d'éducation à la solidarité internationale de Québec
- ✓ Conseil régional FTQ Québec et Chaudière-Appalaches - Steeve Poulin
- ✓ CISO - Amélie Nguyen
- ✓ RCRCE - Aidan Gilchrist-Blackwood, coordonnateur Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises
- ✓ PASC - Leila Celis, Cloé Gravelle, Antoine Martin
- ✓ CDHAL - Rosalinda Hidalgo
- ✓ Université du Québec en Outaouais UQO - Otilia Puiggros
- ✓ Université Saint-Paul - David Salvador Hernandez
- ✓ Université d'Ottawa - Marie-Christine Doran, Directrice, Observatoire violence, criminalisation et démocratie
- ✓ Pierre-Gilles Bélanger, expert en droit interaméricain
- ✓ UQAM - Ricardo Peñafiel, membre fondateur GRIPAL (Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine)
- ✓ Marie-Dominik Langlois, chargée de cours UQAM
- ✓ CIDDHU - Mirja Trilsch, Directrice
- ✓ CIDDHU, Marjolaine Bougie, coordinatrice
- ✓ Université de Montréal – Mélanie Dufour Poirier
- ✓ Julie Miville-Dechéne, sénatrice indépendante
- ✓ Anne-Sophie Veillette, conseillère aux affaires parlementaires de la sénatrice Miville-Dechéne
- ✓ Simon-Pierre Savard-Tremblay, député St-Hyacinthe-Bagot
- ✓ Amélie Gamache, Adjointe parlementaire, Responsable des communications du député Simon-Pierre Savard-Tremblay
- ✓ Alexandre Boulerice, député Rosemont - La Petite Patrie
- ✓ Iseult L'Heureux-Hubert, Adjointe législative du député Alexandre Boulerice
- ✓ Andrés Fontecilla, député Laurier-Dorion
- ✓ Leonardo Cardoso, attaché politique du député Andrés Fontecilla
- ✓ Bureau de l'Ombudsman de reddition de compte des entreprises OCRE ¹⁴ -Johanne Vernet, Révision des plaintes & Services de résolution alternatives des différends et Kristina Jelinic, Relations avec les médias

¹⁴ Bureau de l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises. (OCRE)

- ✓ Marta Ligia Niño, AsoCol Action & Solidarité
- ✓ Navjeet Sidhu, Directeur du service International du Fonds de Justice sociale Toronto
- ✓ Terry Theakston membre CUPW STTP, local de Toronto
- ✓ Marta Blandon, Colombian Action Solidarity Alliance - CASA
- ✓ Youssef Belgana, président section locale Métallos et stagiaire stage CISO 2024 en Colombie
- ✓ Andres Muñoz, trésorier Fondation Salvador Allende Montréal
- ✓ Zaida Nunez, Vice-présidente FSAM et Osvaldo Nunez, premier député fédéral latino-américain Bloc
- ✓ Nelson Ojeda, président Forum des personnes âgées de Montréal
- ✓ Luc Allaire, CSQ et président FSAM
- ✓ Haydee Oberreuter Umazabal, militante chilienne
- ✓ Stéphane Bergeron, député Montarville
- ✓ Louis-Philippe Sauvé, député LaSalle -   mard - Verdun

ANNEXE IV : Lien photos et rapport financier sommaire

Lien photos :

<https://www.dropbox.com/scl/fo/s6xk8h84735cdcj0ya3og/AO4GIUNTSqQc76LDRIZm93Y?rlkey=jjwnr9o8iaecmI30lbt3ehr3&dl=0>



RAPPORT FINANCIERS DE LA TOURNÉE

Contributions des partenaires - 5 500 \$

Dépenses - 5 500\$

1. Hébergement pour les deux semaines	2 100 \$
2. Transport (location et autres)	801.89 \$
3. Repas et alimentation chez les hôtes	1 661,65 \$
4. Divers, photos, impression et administration	936.46\$

Liste des personnes à remercier

- Yves Carrier, membre de la délégation 2021 et directeur CAPMO qui a assumé la gestion financière du projet
- Mario Gil, membre de la délégation 2021 et accompagnement de la tournée 2024
- Cloé Gravelle, membre de la délégation 2021 et membre du PASC
- Isabel Cortes, membre de la délégation 2021 et accompagnement de la tournée 2024
- David Salvador Hernandez, membre de la délégation 2021 et hôte à Gatineau de 4 membres de la délégation
- Renaud Picard, membre de la nation Huron-Wendat, mot de reconnaissance du territoire
- Raul Gil, hébergement
- Santiago Gil, amitié
- Valentina Marin, hébergement
- Luisa Londoño, ses plats succulents
- David Salvador Hernández + Helli Raptis + Esteban Hernandez - hôtes à Gatineau
- Otilia del Carmen Puiggros et Denis Charlebois - hôtes à Gatineau
- Chantale Coulombe, Carrefour d'éducation à la solidarité internationale de Québec – CÉSIQ
- Etienne Grandmont, député de Taschereau
- Elisabeth Nadeau, équipe du député Etienne Grandmont
- Amélie Nguyen, coordonnatrice du CISO
- Marta Ligia Niño, amie de SOS Colombie et membre de AsoCol Action & Solidarité
- Julie Miville-Dechêne, sénatrice indépendante
- Anne-Sophie Veillette, conseillère aux affaires parlementaires de la sénatrice Miville-Dechêne
- Simon-Pierre Savard-Tremblay, député St-Hyacinthe-Bagot
- Amélie Gamache, adjointe parlementaire, Responsable des communications du député Simon-Pierre Savard-Tremblay
- Alexandre Boulerice, député Rosemont - La Petite Patrie
- Iseult L'Heureux-Hubert, Adjointe législative du député Alexandre Boulerice
- Marie-Christine Doran, Directrice, Observatoire violence, criminalisation et démocratie
- Ricardo Peñafiel, membre fondateur GRIPAL (Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine)
- Leila Celis, Professeure UQAM et membre du Project accompagnement Colombie (PASC)
- Rosalinda Hidalgo, CDHAL
- Antoine Martin, PASC
- Pierre-Gilles Bélanger, expert en droit interaméricain Université d'Ottawa
- Navjeet Sidhu, directeur du Service des relations internationales Unifor
- Guillaume Charbonneau, directeur de Fonds humanitaire du Syndicat des Métallus (FTQ)
- Alain Sévigny, Unifor (FTQ Québec) et CISO
- Luc Allaire, Relations internationale de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et président du CISO
- Djimy Théodore, AFPC et stagiaire CISO en Colombie
- Alain Marginan, directeur de l'organisme ABL région Laurentides et ancien OXFAM
- André Vanasse, photographe et son épouse Agnes Jean
- Stéphane Doucet, Association des travailleurs grecs et CISO
- Mélanie Dufour Poirier, professeure adjointe en relations du travail à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal. Elle est également co-chercheuse affiliée au CRIMT
- Geneviève Dorais, professeure et codirectrice du Laboratoire interdisciplinaire d'études latino-américaines (LIELA) de l'UQAM

- Terry Theakston, membre CUPW STTP, local de Toronto
 - Marta Blandon, Colombian Action Solidarity Alliance - CASA
 - Andrés Fontecilla, député Laurier-Dorion
 - Leonardo Cardoso, attaché politique du député Andrés Fontecilla
 - Youssef Belgana, président section locale Métallos
 - Marie-Dominik Langlois, doctorante et chargée de cours UQAM
 - Mirja Trilsch, professeure et directrice CIDDHU
 - Marjolaine Bougie, case manager au CIDDHU
 - Andres Muñoz, Trésorier de la Fondation Salvador Allende Montréal (FSAM)
 - Nelson Ojeda, président Forum des personnes âgées de Montréal (vérifier)
 - Haydee Oberreuter Umazabal, ancienne sous-secrétaire des droits humains au Chili
 - Lorenzo Angba-Fumagalli, amitié et accompagnement
 - Jean et Béatrice Fumagalli, pour les bonnes soupes chaudes
 - Jimena Ramos, ancienne de Retorno y Vida pour son amitié et la journée d'accueil
 - Antoine Gagnon-Bélanger pour aide accueil des membres de la Tournée
 - Andréa J. Léon, coordonnatrice du Réseau des travailleuses et des travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ) pour l'aide lors de la journée d'accueil
 - Marc-Edouard Jouberts, président Conseil régional FTQ Montréal Métropolitaine (CRFTQMM)
- Dominique Daigneault, présidente Conseil central CSN Montréal-Métropolitain (CRMM CSN)

